



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 juillet 2012  
Français  
Original : anglais

Soixante-septième session

## **Demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire de la soixante-septième session**

### **Émancipation du citoyen et modèle de développement axé sur la paix**

#### **Lettre datée du 13 juillet 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Conformément à l'article 13 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de demander l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la soixante-septième session de l'Assemblée d'une question intitulée « Émancipation du citoyen et modèle de développement axé sur la paix ».

Conformément à l'article 20 du Règlement intérieur, la présente demande est accompagnée d'un mémoire explicatif (voir annexe); un projet de résolution sera présenté en temps voulu.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale.

Je vous serais également obligé de bien vouloir faire examiner cette question lors des séances plénières de l'Assemblée à sa soixante-septième session.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) A. K. Abdul Momen



## Annexe

### Mémoire explicatif

#### Considérations générales

Pour que la paix soit durable, tous les membres de la société doivent être émancipés, participer au développement et avoir la possibilité de réaliser leur potentiel. La paix n'est pas simplement l'absence de guerre; une paix durable doit offrir des perspectives et exige la participation des citoyens. Si l'on veut instaurer durablement la paix, il est indispensable de créer des emplois, d'assurer l'égalité, de parvenir à une croissance plus juste et généralisée et de remédier au dénuement au moyen de programmes de protection sociale.

Depuis le Sommet de Copenhague en 1995, l'objectif d'une « société pour tous » se dérobe. Si des progrès ont été faits depuis lors, les sociétés sont encore loin d'être stables, justes et équitables. En dépit des principes de justice sociale, elles ne répondent toujours pas aux besoins fondamentaux de millions de personnes, qui restent démunies et ne peuvent faire entendre leur voix. L'exclusion systématique de certains groupes et individus du marché de l'emploi menace la stabilité politique et la pérennité de la paix. Il importe d'éliminer la pauvreté et la faim, de réduire les inégalités et de promouvoir la participation active de tous les membres de la société à la vie sociale, économique et politique en vue du règlement pacifique des différends et des conflits.

Les dirigeants politiques devraient favoriser la paix et l'émancipation en définissant clairement ce qu'une participation sans exclusive veut dire dans le contexte précis de leur société et en faisant appel à la bonne volonté de tous pour parvenir aux objectifs fixés. Pour que la vision devienne réalité, il faut : a) aborder l'élaboration des politiques économiques et sociales de manière cohérente; b) cerner et supprimer les obstacles qui empêchent la participation économique, sociale et civique de certains groupes sociaux et de certaines personnes; et c) inscrire la politique sociale dans un processus de participation et de responsabilisation.

#### Mémoire

Dans un monde où plus de 3 milliards de personnes sont victimes d'une pauvreté extrême, de la faim, de la maladie et de l'analphabétisme, et où des millions de personnes vivent dans des pays en situation de conflit ou d'après conflit et se voient privées de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux, la paix est toujours aussi inaccessible.

Les liens entre paix et développement, paix et désarmement et paix et non-violence sont bien connus, mais le fait que les citoyens et leur émancipation doivent être au cœur des efforts de développement visant à parvenir à une paix globale et durable est souvent négligé. La paix, facteur essentiel à la réalisation, pour le bien commun de l'humanité, de toutes les potentialités des êtres humains et de leur créativité naturelle, se voit souvent mise en péril.

Les récents événements politiques dans le monde ont également attesté du fait que la démocratie et l'émancipation des citoyens, et en particulier des femmes, sont des conditions fondamentales de la paix, de même que la liberté des personnes, l'égalité, les droits de l'homme et le développement sont autant d'éléments interdépendants sur lesquels se fonde la paix. La paix est aussi une condition

préalable à un développement à visage humain, droit bafoué par les guerres, les conflits et le terrorisme, ainsi que l'absence ou le manque de démocratie, de justice et d'égalité des chances. Cette notion multidimensionnelle, globale et intégrée d'un « modèle novateur de paix axé sur l'émancipation des citoyens » constitue la vision et la mission de paix que s'est assignée depuis toujours Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh, qu'on appelle souvent la « fille de la paix et de la démocratie ». Penseuse de la paix et dirigeante politique, Sheikh Hasina promeut délibérément une approche multidimensionnelle et une conception de la paix qui englobent des modèles de paix novateurs préconisant l'émancipation des citoyens et intégrant les éléments de paix et d'émancipation interdépendants et se renforçant mutuellement ci-après : i) l'élimination de la pauvreté et de la faim; ii) la réduction des inégalités; iii) la lutte contre le dénuement; iv) la création d'emplois pour tous; v) la prise en compte des exclus; vi) l'accélération du développement humain; et vii) la lutte contre toutes les formes de terrorisme.

Sheikh Hasina est lauréate du prix pour la recherche de la paix de l'UNESCO, qu'elle a reçu en 1998. Les activités qu'elle a menées et la philosophie qu'elle défend sans relâche en faveur de la consolidation de la paix s'appuient sur tout un nouvel éventail de concepts renforçant la paix : la paix, la démocratie et l'émancipation des citoyens sont inextricablement liés; la paix fait partie intégrante d'un développement à visage humain; la paix mondiale est la somme de l'ensemble des paix locales et régionales; la paix est impossible sans l'élimination de toutes les causes de répression, d'inégalité et de dénuement; la paix est impossible sans l'atténuation et, à terme, l'élimination de la pauvreté et des disparités économiques dans un monde d'opulence; la paix est impossible sans le renforcement des institutions chargées des droits de l'homme, des droits constitutionnels et de la justice; la paix est impossible sans une véritable émancipation des femmes, sur les plans aussi bien politique qu'économique et social; la paix est impossible sans la laïcité et la foi en la diversité et la multiethnicité; la paix est impossible si l'on n'inclut pas les personnes marginalisées; la paix est impossible sans la création d'emplois; la paix est impossible sans la transparence et la responsabilisation des gouvernements à l'égard des citoyens, ni sans un respect total de l'état de droit.

Guidée par cette philosophie de la paix clairement définie, Sheikh Hasina a, tout au long de sa vie et de sa carrière politique, en particulier à la tête de l'État, cherché à faire partager sa conviction que tous les hommes et les femmes doivent être traités sur un pied d'égalité sur les plans moral et éthique, et que les capacités humaines, illimitées, peuvent trouver à se concrétiser grâce à la paix.

Dans ce contexte, le Bangladesh propose que soit ajoutée à l'ordre du jour provisoire de la soixante-septième session de l'Assemblée générale une question intitulée « Émancipation du citoyen et modèle de développement axé sur la paix », inspirée par Sheikh Hasina, penseuse et bâtisseuse de paix aux niveaux national, régional et mondial. Le Bangladesh sollicite l'appui de tous les autres États Membres, qu'ils soient en développement ou développés, du Sud ou du Nord, pour faire adopter ce modèle de paix novateur par l'Assemblée générale, cœur même de l'Organisation des Nations Unies, et l'enrichir encore de pensées de paix et y faire germer de nouvelles idées pour le bien commun des peuples du monde, au-delà des intérêts individuels. Si ce modèle de consolidation de la paix original, dû à Sheikh Hasina, était reproduit dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement mais aussi dans les sociétés développées, il contribuerait à réduire les inégalités, les disparités, le dénuement et la pauvreté tout en renforçant les

efforts mondiaux en faveur d'un développement à visage humain et en luttant contre le terrorisme.

### **Objectifs**

L'inscription de ce point à l'ordre du jour et la résolution qui l'accompagnera auront pour vocation d'insister sur les éléments interdépendants et complémentaires qui sont indispensables à la paix et à l'émancipation, notamment l'élimination de la pauvreté et de la faim, la réduction des inégalités et l'accélération du développement social. Les débats souligneront combien il importe de placer les citoyens au cœur du développement et de les émanciper pour qu'ils puissent œuvrer à un développement placé sous le signe de la paix.

### **Questions auxquelles il est proposé de répondre lors de l'examen de ce point de l'ordre du jour**

- Les nouvelles réalités que représentent notamment les crises mondiales et les changements climatiques entravent considérablement le développement social et la paix. Comment le cadre mondial de développement social, tel que des conférences internationales comme le Sommet mondial pour le développement social et le Sommet du Millénaire ont tenté de le définir, peut-il tenir compte de ces nouveaux enjeux et continuer d'aider la communauté internationale à atteindre ses objectifs d'élimination de la pauvreté et de la faim, à parvenir au plein emploi et à un emploi décent pour tous et à faire de l'inclusion sociale et de la paix durable une réalité?
- Comment la communauté internationale peut-elle appuyer les initiatives menées au niveau national pour accroître la participation sociale, civile et économique et faciliter l'émancipation des citoyens?
- Les politiques économiques sont souvent menées sans tenir compte des conséquences sociales qu'elles peuvent avoir, par exemple en creusant les inégalités et en exacerbant l'insécurité. De rares tentatives ont été faites pour que la croissance économique favorise les pauvres et n'exclue personne. Comment la communauté internationale et l'Assemblée générale des Nations Unies peuvent-elles répondre aux préoccupations sociales et économiques de façon plus cohérente et intégrée?
- Pour la plus grande partie du monde en développement, la fourniture de services de base, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, joue un rôle essentiel à l'appui de l'intégration sociale et de la paix. Dans quelle mesure les pays dont la marge de manœuvre budgétaire est limitée peuvent-ils mettre en place un socle de protection sociale?
- Si l'intégration sociale contribue au règlement pacifique des différends, la réciproque est tout aussi vraie. Comment la communauté internationale peut-elle renforcer ce rapport d'interdépendance?
- S'il est généralement admis que l'intégration sociale, la participation sans exclusive et l'égalité sont des facteurs importants pour un développement fondé sur l'émancipation des citoyens et pour une paix durable, on ne sait guère comment ces notions importantes peuvent et doivent être évaluées. Quels sont les outils dont on dispose actuellement pour ce faire et comment renforcer et améliorer cette évaluation?